
HYDERABAD – Séance publique sur la gouvernance de l’Internet
Lundi 7 novembre 2016 – 18h30 à 20h00 IST
ICANN57 | Hyderabad, Inde

MATTHEW SHEARS : OK. Voici l’avertissement d’une minute et nous allons commencer.

OK. Bonne soirée à tous. Un grand merci à vous d’être venus et aux panélistes d’être présents à la séance de ce soir alors qu’une soirée-bar et autres choses, et même un dîner, j’en suis sûr, nous font concurrence. Et aussi, je voulais juste m’excuser. Il n’y a jamais vraiment eu d’ordre du jour explicite pour cette séance qui a été mis dans le -- elle était affichée pour que vous la voyiez. Alors, nous avons rassemblé quelques questions, et comme vous pouvez le voir, elles sont sur l’écran derrière nous. Et ce sera la structure de notre discussion d’aujourd’hui.

Comme vous pouvez le voir, nous allons un peu parler de la gouvernance de l’Internet dans la période post-transition de l’IANA. Et pour ça nous allons faire un petit tour de table. Nous allons parler des institutions, nous allons parler de processus, et nous allons parler de problématiques.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Et nous voulons rendre l'expérience aussi interactive que possible, donc si vous voulez bien venir du fond et vous placer vers l'avant pour pouvoir venir au micro. Et nous allons aussi essayer d'être aussi efficaces que possible afin que vous puissiez repartir vers les amusements ou les nourritures que vous recherchez.

Nous avons donc -- nous avons une série de questions. Ce que je vais faire, je vais vous présenter les participants très rapidement. Nous attendons un panéliste. J'espère qu'il va arriver.

Et puis nous traiterons efficacement ces différentes questions. Et les panélistes n'ont pas eu énormément de temps pour voir ces questions ou y réfléchir, donc nous allons simplement improviser et voir comment ça se passe. Et je vous invite aussi à réfléchir aux questions, et quand nous avons un moment, venez au micro et donnez-nous votre avis sur les points que nous avons affichés à l'écran.

Je suis donc ravi d'avoir avec nous ce soir Renata Aquino Ribeiro, qui est partenaire de EI Consulting et membre du groupe consultatif multipartite sur la gouvernance de l'Internet. Nous avons Lousewies van der Laan du conseil d'administration de l'ICANN. Nous avons Milton Mueller, professeur, Georgia Tech School of Public Policy. Nous avons Patrik Faltstrom,

responsable de la recherche et du développement à Netnod. Olivier Crepin-Leblond, président de l’organisation EURALO à l’ICANN. Nous avons Jimson Olufuye, président de l’AfICTA, l’Alliance africaine pour les technologies de l’information et de la communication.

Et Nigel Hickson, participation des parties prenantes mondiales de l’ICANN.

Donc, ce que je veux faire est d’ouvrir la discussion immédiatement, et je vais me tourner vers Milton.

Et, Milton, la gouvernance de l’Internet a-t-elle changé après la transition ? Et si oui, comment ? Et que pouvons-nous espérer pour la gouvernance de l’Internet au cours des deux prochaines années ?

MILTON MUELLER :

Pour ce qui concerne les grandes implications politiques de la transition, il est trop tôt pour le dire. Il y a seulement un mois que ce passionnant dénouement de la transition a été résolu sur le fil d’une façon magnifiquement dramatique avec les procureurs généraux du genre cowboy se faisant rejeter par un juge pourtant choisi personnellement au Texas. Sélectionné personnellement par Ted Cruz.

Je pense donc que ce qui a changé immédiatement, c'est la confiance en elle-même de la communauté de l'ICANN. Nous nous sentons plus à l'aise avec le Conseil, le Conseil se sent plus à l'aise avec la communauté et les nouvelles dispositions en matière de responsabilité. Et nous sommes maintenant en mesure de poursuivre les réformes à l'ICANN à l'abri de l'ingérence d'un gouvernement particulier.

Nous avons encore quelques problèmes avec les gouvernements et la relation entre les gouvernements et la communauté d'Internet au sein de l'ICANN, cela est encore en cours de résolution. Mais nous -- je pense que l'ICANN a l'impression d'avancer sur un terrain plus stable maintenant.

MATTHEW SHEARS :

Merci Milton. Et si on regarde un peu plus loin. Si on parle des deux prochaines années ? Comment voyez-vous l'ensemble de - les implications de la transition de l'IANA dans un contexte plus large ? Et c'est cette même question que je vais soumettre aux autres personnes autour de la table.

MILTON MUELLER :

Il y a plusieurs institutions qui seront impliquées dans la gouvernance de l'Internet, et mon thème favori à l'heure actuelle est que la cybersécurité est un enjeu de la gouvernance

de l’Internet. Cela ne signifie pas que la gouvernance de l’Internet soit en quelque sorte une petite dimension de la cybersécurité.

Donc, ce que nous devons maintenant faire est de voir si dorénavant une approche multipartite peut traiter les problèmes de la cybersécurité, il va donc y avoir une sorte de nouveau terrain de jeu. L’approche multipartite est fondamentalement une réussite et a gagné en ce qui concerne les noms et les numéros de même que l’infrastructure de l’Internet, mais qu’en est-il des autres questions de cybersécurité, du comportement sur l’Internet, et ainsi de suite.

Je pense donc que pour le futur, je vais examiner très attentivement la façon dont est traitée la cybersécurité et voir la relation entre multipartisme et ces questions de sécurité, qui menacent, comme nous le verrons quand nous parlerons de la fragmentation, de revenir dans le cadre des états.

MATTHEW SHEARS :

Merci Milton. Je vais donner la parole à Lousewies et Markus ensuite parce que, malheureusement ils doivent partir à 7:00. Mais même question, Lousewies. Comment voyez-vous la transition prendre forme dans son environnement immédiat puis à moyenne échéance. Merci.

LOUSEWIES VAN DER LAAN : Merci beaucoup, et merci pour l'invitation, et je tiens à m'excuser à l'avance du fait que les membres du conseil devront partir d'ici à 6:57 parce que nous avons un bus à prendre, mais notre merveilleuse équipe de la participation gouvernementale restera parmi vous. J'ai vraiment hâte d'entendre la discussion, ce qui en déroulera et les apports des personnes. Et aussi, c'est quelque chose -- c'est formidable que vous ayez pu lancer tout cela de cette manière, et surtout avec ces questions, mais je suis d'accord, bien sûr, avec Milton qu'il est trop tôt pour en parler, et nous avons besoin de suivre attentivement les périodes à venir, vérifier dans six mois, l'année prochaine, etc. Ce sera donc un processus continu.

Donc, je veux en arriver à, vous le savez, quels sont -- quels sont les rôles maintenant ? Quelles sont, à mon avis, les choses les plus importantes ? Et j'aimerais juste préciser que je ne parle pas ici en tant que représentante du Conseil ou quoi que ce soit d'autre. Markus Kummer, qui est assis en face, est le président du Groupe de travail du Conseil sur la gouvernance de l'Internet, quelque chose -- un processus qui se déroule au sein du Conseil, nous avons donc discuté de ces questions en détail. Mais je veux partager mon expérience personnelle parce que je n'ai rejoint le conseil que depuis un an, et pour moi, tout ce qui se passe à l'ICANN est complètement nouveau.

Et je pense que j'ai fait cette transition que beaucoup de gouvernements n'ont pas vraiment pu faire, parce qu'il y a ce petit groupe de gens, dont beaucoup appartiennent au GAC, qui comprend véritablement le modèle multipartite, ils comprennent les détails techniques. Mais il y a des milliers, des millions de personnes qui font partie de gouvernements, de ces gouvernements pour qui tout cela est totalement nouveau. Et je comprends ce qu'ils ressentent parce que j'étais comme eux l'année dernière et j'apprends, j'apprends encore tous les jours.

Je pense donc qu'il y a deux choses vraiment importantes pour la période à venir. La première est que nous devons faire l'ensemble du travail sur la responsabilité. C'est une énorme charge pour nous tous, parce que je pense qu'il y aura ceux qui, s'il apparaît une défaillance du système sur lequel nous nous sommes mis d'accord, vont utiliser cela comme une excuse pour dire, vous voyez, ça ne fonctionne pas. Alors, nous devons prendre les choses en main. Nous devons intervenir.

Donc, c'est une énorme responsabilité qui va durer pendant un très long moment. Et qui repose sur nous tous et ne s'arrêtera jamais.

La deuxième chose, c'est, c'est que je pense qu'il est très important de continuer à construire des ponts. Des ponts entre ce que j'en suis venu à appeler, la planète Internet, la planète

politique ou la planète des gouvernements. Ce sont des mondes vraiment très, très différents. Et le fait qu’ils soient réunis ici, parce que le GAC est présent et nous en connaissons les membres, nous leur parlons et ils comprennent les enjeux, ne signifie pas que les gouvernements qui se réunissent ailleurs en comprennent eux aussi les enjeux.

Et la construction de ces ponts, pour apprendre la langue de l’autre, pour essayer de respecter les différentes responsabilités que nous avons, construire des ponts est extrêmement important.

Et une des choses que j’ai remarquées, je vais conclure sur ça, c’est que je pense parfois que les gens sous-estiment le fait que les gouvernements peuvent vraiment tuer l’Internet s’ils le souhaitent, par une législation. La fragmentation est -- ce n’est qu’un exemple. Mais les hommes politiques et les gouvernements sont sous une pression extrême de leurs électeurs, de leurs circonscriptions pour résoudre tous les problèmes du monde : le crime, le terrorisme, la pauvreté, tout ce que vous pouvez imaginer.

Beaucoup de ces problèmes se produisent sur l’Internet. Alors, les gens arrivent et disent, pouvez-vous résoudre ces problèmes ? Et ils se disent que les problèmes seront résolus en faisant quelque chose à l’Internet, plutôt que sur l’Internet.

Et je crains toujours que si vous, les gars, la communauté technique, les gens qui comprennent réellement comment tout ça fonctionne, vous n’aidez pas les gouvernements à trouver les solutions sur, comme vous le disiez, la cybersécurité et les autres problèmes, et les régler d’une manière très fine avec un petit tournevis, alors ils prendront un gros marteau et commencerons à régler le problème d’une façon qui sera plus que problématique à long terme.

Voilà ce que je pense être les points principaux. À nous de faire le travail sur la responsabilité et continuons à bâtir des ponts entre ces deux mondes.

Merci.

MATTHEW SHEARS : Merci, Lousewies.

Markus.

MARKUS KUMMER : Merci. J’aimerais aussi ajouter mes excuses pour ce départ en avance. Nous n’avons pas coordonné notre réponse, Lousewies et moi, mais nous sommes sur la même longueur.

Voici mes réponses rapides aux différentes questions, la gouvernance de l’Internet a-t-elle changé après la transition ?

Oui, il est trop tôt pour le dire, mais néanmoins, nous pouvons dire que l’un des principaux problèmes de la gouvernance de l’Internet avait été le rôle prépondérant d’un gouvernement. Le rôle du gouvernement américain a été vu par beaucoup comme le problème majeur de la gouvernance de l’Internet, et la transition a maintenant fait disparaître le problème. Comment la discussion en sera modelée est toutefois une autre histoire, mais néanmoins, c’est vraiment quelque chose de très important dans l’histoire de la gouvernance de l’Internet.

Et puis quelles seront les forces au niveau national, régional, mondial qui façonneront l’Internet ? Il est clair que les nouveaux utilisateurs, les nouveaux utilisateurs d’Internet ne sont plus d’Europe ou d’Amérique du Nord. Ils sont originaires des pays en développement. Ils sont originaires d’Afrique, d’Asie. Et ils apportent de nouvelles langues, de nouvelles cultures, de nouvelles sensibilités à l’Internet. Et cela modèlera aussi clairement le discours sur la gouvernance de l’Internet.

Et je pense que ce sera aussi pour l’ICANN un défi d’en tenir compte. Et je suis sûr que la communauté de l’ICANN le sait parfaitement. Nous devons être sensibles aux différentes cultures, aux différentes origines des nouveaux arrivants.

L’Internet est-il fragmenté ? Eh bien, nous en voyons certains signes, et le fait qu’il existe certains mignons petits outils qui ne

coopèrent pas avec les uns avec les autres en est un. Il y a des applications sympas pour quelques personnes. L’Internet est Facebook et voici l’Internet. Ces personnes n’ont pas vraiment l’expérience entière d’Internet. Ils ne parlent essentiellement que d’une application. Et les exonérations font partie des discussions liées et cela, je crois, a été un gros problème en Inde.

Mais c’est une chose, et les pare-feu que certains pays construisent autour de leurs frontières en sont une autre.

Mais une tension sous-jacente est présente depuis le début. L’Internet, étant une technologie sans frontière, se heurte au système international qui s’est construit autour des frontières nationales.

Mais il est évident que pour nous, le défi est de garder l’Internet ouvert et interopérable.

Et les rôles et responsabilités des parties prenantes sont beaucoup plus grands dans la planète de l’ICANN maintenant que nous sommes tout seuls. Nous n’avons plus le filet d’un gouvernement très puissant pour nous protéger. Nous devons donc montrer que nous sommes adultes et responsables. Et je suis entièrement d’accord avec Lousewies que la responsabilité du système, cette responsabilité est de la plus haute importance.

Et enfin, je suis également d'accord avec Milton sur les défis posés par la sécurité. Et nous voyons que l'Organisation des Nations Unies, par exemple, gère le premier comité, qui n'est habituellement pas dans le radar de ces discussions, mais ce comité est composé d'un groupe d'experts gouvernementaux. Et il est tout sauf multipartite.

Et j'ai entendu dire que les Suisses allaient accueillir la prochaine réunion de ce groupe à Genève, et ils essayaient de l'ouvrir à la participation multipartite ou interaction, pour au moins une partie, mais il n'y a pas eu de remarques des autres experts gouvernementaux, alors, ils vont organiser un événement durant le déjeuner où d'autres parties prenantes pourront participer. Mais ceci n'est qu'une illustration. Ce n'est pas tout à fait Kumbaya hurra, le modèle multipartite a triomphé. Il y a d'autres forces, surtout quand on parle de la sécurité. Les gouvernements ont tendance à préférer rester entre eux.

Et je voudrais -- ma réponse à cela serait d'être toujours ouvert, d'inviter les parties prenantes, d'être transparent sur ce que nous faisons, et c'est la meilleure des mesures de confiance aussi dans ce domaine.

MATTHEW SHEARS : Merci, Markus.

Patrik, souhaitez-vous intervenir ?

PATRIK FÄLTSTRÖM :

Je pense que les points qui ont été évoqués sont les bons. Et plus précisément, j'ai aimé ce que Markus a dit, que nous sommes maintenant adultes. Nous avons demandé les clés de la voiture, nous les avons obtenues, et maintenant nous devons montrer que nous pouvons rester sur la route.

Il y a quelques règles en ce qui concerne les limites de vitesse et autres, comme ne pas rouler sur les autres personnes et conduire du bon côté de la route, et aussi d'autres accords qui peuvent être de toute sorte, législations ou normes, mais il faut nous assurer de ne pas faire de sortie de route, car c'est là que les adultes décideront de récupérer les clés.

C'est pour ça que j'ai aimé l'analogie de Markus. Donc, je pense que -- j'espère vraiment, vraiment que la transition dans laquelle nous sommes maintenant se glisse en quelque sorte dans la phase suivante, plutôt que de se métamorphoser en gueule de bois. Nous devons démontrer que nous sommes -- que nous sommes vraiment prêts, que nous sommes des utilisateurs respectifs de cet Internet, et que nous pouvons en prendre soin. Parce que ce que nous avons vu, je vous le confirme, depuis que nous avons commencé la dérégulation des télécommunications, c'est qu'il existe un écart entre la législation et les normes. Et

lorsque nous avons reçu l’Internet avec son utilisation, et par utilisation je veux dire le type de processus physique servant à numériser des informations ou du matériel ou quoi que ce soit d’autre, avec l’Internet qui permet de déplacer ces données, ces deux forces je vous l’affirme, forment l’une des choses les plus importantes depuis l’invention de la machine à vapeur.

Et cela signifie que les normes que nous utilisons et les écarts entre les normes et la législation ont augmenté. Qu’un système de communication légiféré, contrôlé par le gouvernement, avec des télécommunications basées sur un monopole, suive avec nous une évolution conduite par les forces du marché, tout cela représente un grand nombre de changements au même moment. Je ne suis pas surpris qu’il y ait du stress.

MATTHEW SHEARS : Merci, Patrik.

Renata, un mot aussi ?

RENATA AQUINO RIBEIRO : Bonjour, oui. Il est intéressant de noter que cette année de l’après-transition de l’ICANN se déroule en même temps que le début de la prochaine décennie du FGI. Et pour nous en Amérique latine, cela a été beaucoup plus spectaculaire que dans le récit de Milton, parce que nous étions dans le LACNIC, et

Elise Gerich était là aussi et nous avons une fête prévue pour célébrer la transition. Et puis la nouvelle du juge du Texas nous est parvenue.

Et nous avons -- nous étions penchés sur une dizaine de caisses de champagne et nous attendions de voir si la transition serait adoptée ou non. Donc, lorsque cela a finalement été confirmé, je me souviens qu'il y a eu une salve d'applaudissements et tout le monde s'étreignait et faisait la fête. Et je ne sais pas comment ou pourquoi, mais cela s'est retrouvé inscrit dans le wiki -- le poster de l'ICANNWiki. Si vous avez eu la chance de voir l'article de l'ICANNWiki, il y a dedans un paragraphe avec ce moment d'émotion pour l'Amérique latine.

Et bien qu'il y ait eu beaucoup de fraternité dans l'air, nous avons également pu ressentir le poids de la responsabilité. Alors, je retiendrai définitivement l'idée de rendre des comptes et la responsabilité de la communauté.

Alors, comment -- comment cela fonctionne-t-il maintenant que nous avons cette nouvelle organisation où à chaque étape nous devons réfléchir à la manière dont la communauté va réagir et la façon dont la communauté s'articule. C'était également la première année de du FGI mondial durant lequel nous avons eu le travail thématique intersession, les BPF et les séances d'organisation de coalitions dynamiques. Et dans le cas

particulier des BPF, lorsque l'on discute aux différents niveaux, national, régional et mondial, cela a été la première année où nous avons eu une discussion sur -- de l'accès en fonction du genre dans les BPF, la même chose s'est passé au même moment au sein du FGI LAC et du FGI régional de l'Asie et du Pacifique. Et cette discussion a pris naissance au FGI du Brésil. Certainement ces liens -- cette articulation dans un réseau mondial devient beaucoup plus facile dans ce nouveau monde post-transition, mais dans le même temps, la communauté a beaucoup plus de responsabilités.

Et quand on pense à la fragmentation de l'Internet, le soi-disant, j'adore le terme « net dissident », ce n'est pas -- je ne pense pas que nous allons pouvoir faire cet important travail si tous ces dissidents ne nous rejoignent pas. Donc, une des choses les plus intéressantes est que les pays du sud sont désormais organisés principalement par le biais de réseaux de messagerie mobiles. Il y a beaucoup de choses faites dans la messagerie mobile, et rien de tout cela n'est pris en compte, par exemple, dans le format de processus d'élaboration des politiques. Dans le cadre de notre recherche collective, nous avons commencé un livre sur le FGI en 2015, je suis de la région du FGI 2015, et c'est pourquoi j'ai décidé -- c'est l'une des raisons pour lesquelles j'ai décidé de m'impliquer davantage. Et nous avons commencé le livre à ce

moment-là, et maintenant, nous lançons le livre juste après l'ICANN. Et nous avons tout fait à partir de la messagerie mobile.

C'est ce que je perçois que c'est ce qui se passe, nous devons réunir la communauté, l'ensemble de la communauté, dans ce monde post-transition.

MATTHEW SHEARS :

Merci, Renata. Je vais juste me glisser ici pour dire un mot avant de donner la parole à Olivier et raconter une petite histoire personnelle de la transition. Je suis donc entré à l'ICANN pour travailler sur la transition. J'étais sur le -- dans les deux groupes de travail sur la transition de l'IANA et la responsabilité de l'ICANN. Et comme vous le savez, beaucoup de nous ici, à cette table et dans l'auditoire ont fourni une énorme quantité de travail. L'histoire est que mes enfants me demandaient continuellement, pourquoi réponds-tu à un appel aussi tard dans la nuit, pourquoi réponds-tu à un appel si tôt le matin et toutes les choses, et je disais -- J'essaie de -- travailler sur la transition, mais il m'était impossible d'expliquer ce qu'était la transition. Alors, lorsque nous sommes arrivés à la fin de jeu, comme Milton l'a décrit, et, vous le savez, nous avons ce juge au Texas le vendredi, je crois que c'était, ou un autre jour, et nous sommes finalement arrivés à la date effective de la transition, je me suis réveillé ce matin-là, j'ai descendu les escaliers, avec un

petit soupir de soulagement parce que, vous savez, l'Internet a été -- vous pouvez l'activer et l'Internet était toujours là. Je suis allé voir mes enfants, et je leur ai dit : avez-vous remarqué quelque chose de différent -- une petite chose différente ? Non, non, non. Oh, eh bien, voilà, nous avons fait la transition. Oh, OK. Et cette réaction a été exactement ce que nous nous sommes efforcés d'avoir tout au long de ces deux années. Oh, OK, nous avons effectué la transition. Très bien. Tout fonctionne normalement. Et c'est -- je pense qu'il faut féliciter la communauté pour avoir fait en sorte que cela se produise.

Donc, cela n'a pas été le même type de célébration que le vôtre, avec des caisses de champagne, mais quand même une petite célébration intérieure parce que rien n'avait vraiment changé. Maintenant, c'est à vous Olivier.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Oui. Merci, monsieur le président. Je suis Olivier Crepin-Leblond.

Et c'est drôle, parce que nous entendons souvent parler de la transition de l'IANA, et vraiment, y a-t-il vraiment eu une transition de l'IANA ? Non. Au sens strict, les fonctions IANA n'ont pas changé. Elles sont toujours les mêmes. Elles sont encore -- ont la même qualité de service, et en fait, pour les utilisateurs finaux du monde, il ne devrait pas y avoir de

changement -- aucune différence que ce soit entre l'avant et l'après. Nous traitons de la transition de la supervision de l'IANA. Et c'est là que je pense à ce qu'a dit Markus, qui était une autre idée intéressante, en pensant que jusqu'à présent, nous avons eu un gouvernement unique avec des armes nucléaires qui serait en mesure d'intervenir si quelque chose se passait à l'IANA, à l'ICANN, à l'ensemble de ce modèle multipartite que nous avons ici. Et pourtant, en ce qui me concerne, il n'y a pas eu de changement. C'est un peu comme (s'exprimant en langue non anglaise) plus ça change, plus c'est pareil.

En 2012, nous avons vu cet affrontement à la Conférence mondiale sur les télécommunications internationales où nous avons eu un conflit -- je suppose que c'était un conflit, entre le modèle multilatéral, d'un côté, et le modèle multipartite sur l'autre. Puis les choses ont légèrement ralenti, et nous avons eu ces petites escarmouches, je pense, peut-être ici et là. Jusqu'à plus récemment à l'assemblée mondiale sur la normalisation des télécommunications qui s'est tenu la semaine dernière à Hammamet, en Tunisie, où nous avons dû nous souvenir, que les normes de télécommunication, c'est juste des trucs techniques. Ce sont censé être des normes techniques. Rien de politique dans tout cela. Et puis tout à coup, nous avons été sonnés par le -- les discussions qui ont eu lieu là-bas tournaient autour de l'article -- est-ce que c'était l'article 47 -- l'assemblée -- la

résolution 47 de l'assemblée sur la normalisation, et elle traitait des noms de domaine.

Maintenant, pourquoi ce sujet était-il arrivé sur la table ? Cela était-il lié d'une façon ou d'une autre à la transition, à la perception que peut-être que l'ICANN n'avait maintenant plus ce grand gouvernement qui la soutenait, c'était peut-être le moment d'essayer de tenter encore une fois d'obtenir l'ensemble du système de nom de domaine et tout ce qui se rapporte à l'Internet, passant du modèle multipartite à un modèle multilatéral ? Je ne sais pas, mais je pense que dans les années à venir, une chose aura changé, c'est que cette perception d'un grand gouvernement qui nous soutient n'existe plus. Nous devons donc montrer que cette communauté fonctionne, fonctionne bien, que le modèle multipartite fonctionne bien, et il nous faudra, je pense, lutter avec nos alliés habituels et avec les pays qui appuient le modèle multipartite. Et j'espère que l'un des défis auquel nous devons nous atteler, ce sera d'augmenter le nombre de pays qui adhèrent à ce modèle, c'est un défi que nous sommes prêts à saisir et relever, et nous devons propager l'idée et atteindre tous ces pays, tendre la main à ces gouvernements, aller à la rencontre de ces communautés qui pensent réellement souvent qu'un gouvernement est le dernier recours possible, si vous voulez. Ils

sont confiants que le gouvernement fait en réalité les choses que le secteur privé ne fait pas.

Alors peut-être que si cela change, alors, il faut -- nous devons y réfléchir. Je sais bien que certaines personnes pensent que ce n'est pas vraiment à l'ICANN -- ce n'est pas le travail de l'ICANN de se rendre sur place et de s'impliquer dans la gouvernance de l'Internet. Eh bien si, ça l'est. C'est notre environnement. C'est de là que viendront les menaces. Et ce ne sont pas seulement des menaces pour les fonctions de l'ICANN, mais des menaces qui pèsent sur le modèle sous lequel nous travaillons, le modèle multipartite. Et c'est pourquoi nous devons être très vigilants.

MATTHEW SHEARS :

Merci, Olivier. Jimson, je me tourne vers vous maintenant, puis ce sera Nigel. Donc, en prenant en compte tout ce dont nous avons parlé, l'après-transition, la façon dont le monde change, s'il change. Peut-être pouvez-vous aussi nous donner une dimension régionale et nationale. Ce -- ressentons-nous déjà quelque chose, et que penserons-nous de cette transition dans quelques années ?

JIMSON OLUFUYE :

Merci, président. Eh bien, permettez-moi de dire que j'aimerais copier et coller la séance d'Olivier en termes de vigilance et

d'amélioration de la participation après la transition. D'abord, je m'appelle Jimson Olufuye. Mon travail régulier est de gérer une société IT à Abuja, Nigéria, aujourd'hui. Je suis un membre de l'alliance des TIC de l'Afrique, qui est une alliance d'associations et d'entreprises de TIC en Afrique. Nous avons commencé par six -- l'adhésion de six pays membres, et maintenant nous sommes 27 pays membres.

Nous sommes membres de l'unité constitutive des représentants des utilisateurs commerciaux de l'ICANN, et nous faisons aussi partie de la chambre de commerce internationale. L'action commerciale est une partie de la société de l'information. Nous -- notre produit de l'IG, si je puis dire, ils ont besoin de participer, c'est-à-dire, le secteur privé de l'Afrique doit participer à la conversation. Et permettez-moi également de dire que j'ai le privilège d'être l'un des cinq membres commerciaux du groupe de travail, le CSTD, c'est la Commission des Nations Unies pour la science et le Groupe de travail sur le renforcement de la coopération.

Ce groupe de travail découle de la nécessité d'aborder certaines questions de l'IG, pour ainsi dire, de l'amélioration de la coopération. Mais avant cela, permettez-moi de parler de mes débuts avec le SMSI 2003 et il a été réuni en 2005 en partie pour parler de la question de l'infrastructure essentielle de l'information ou ce que l'ICANN fait. Et cela a été l'un des

principaux enjeux en présence, et c'est de là que le FGI est venu, le forum IGF, et aussi la deuxième chaîne qui est l'amélioration de la coopération.

Ainsi, le FGI a été mis en marche, c'est un forum multipartite dans lequel toutes les parties prenantes peuvent entendre des points de vue, vous pouvez rentrer chez vous avec de nombreuses choses et ainsi reproduire la même approche dans la lutte contre les problèmes locaux, les questions nationales, les questions régionales. Et cela a été très bénéfique pour nous au Nigeria parce actuellement, il y a beaucoup de participation constructive à l'échelle nationale et cela s'est raccordé au niveau sous-régional où nous discutons des questions comme la cybercriminalité, la cybersécurité, la question de la vie privée, la liberté d'expression en ligne, etc.

Et pour parler de l'effet de la transition de la supervision, j'appuie Suna (phonétique) parce que c'était un truc sérieux, vraiment. Mais j'ai aussi été surpris que cela se soit passé, comme ça, tout simplement comme Milton l'a raconté. Ça s'est passé. Cela a été un gros truc pour nous, car nous en avons beaucoup parlé, et beaucoup de gens ont dit non, on n'y arrivera pas. En Afrique, ils ont dit non, vous ne pouvez pas faire confiance aux États-Unis, cela ne se passera pas. Alors finalement j'ai dit, ça s'est passé. Ils ont dit, non, il y a un hic, il y a quelque chose. J'ai redit, ça s'est passé tout simplement.

Vraiment ? Donc, c'était un gros truc. Ainsi c'est un gros truc maintenant, la confiance de beaucoup repose sur le fait que les unités constitutives des représentants des utilisateurs commerciaux ou la communauté des affaires réussiront à faire participer à d'autres parties prenantes du gouvernement. Et on parle juste de détails pratiques.

Nous avons eu un sommet il y a deux ou trois semaines en Namibie et nous avons vu la participation du gouvernement et du secteur privé, et c'est généralement quelque chose qui est et sera bénéfique pour la communauté. Donc, l'idée est d'obtenir tous les apports de toutes les parties prenantes afin de pouvoir offrir mieux qu'avant de bonnes conditions de vie pour la population. Vu d'Afrique, c'est une perspective très importante. Il est important que nous maintenions cette approche multipartite ascendante et sur un pied d'égalité.

Je ne vois donc pas la fragmentation se faire parce que c'est une question commerciale. Nous voulons des transports, de l'information, communiquer, échanger des idées, nous avons donc besoin d'interagir, tout simplement. Donc, c'est une question commerciale. Et la justification commerciale, je ne pense pas qu'une fragmentation à ce niveau serait acceptée qui laisserait des gens sur le bas-côté.

Nous avons donc juste besoin de nous engager. Comme Olivier l'a dit, nous devons être vigilants. Il faut davantage de renforcement de capacités. Les gouvernements font partie de notre groupe, ils sont parmi nous, alors ils veulent aller de l'avant pour offrir une bonne gouvernance. Donc ce ne sont pas uniquement ceux qui sont déjà grands comme l'ICANN qui doivent offrir davantage de ressources, qui doivent participer de manière plus constructive sur les questions de conformité et les personnes chargées du maintien de l'ordre. Il ne faut pas juste mettre un site web et dire «tout est là». Vous devez aller les chercher. OK? Vous devez les contacter et leur dire que c'est disponible. Quand ils sauront que c'est disponible, je peux vous assurer les personnes d'Afrique principalement -- la solution est ici, je vous propose donc de l'utiliser.

Nous avons donc besoin de soutenir l'approche multipartite. Chacun d'entre nous doit en parler et c'est un grand truc vraiment, et laissez-nous vraiment célébrer et mettez en avant le modèle que nous voyons fonctionner à l'ICANN. Merci.

MATTHEW SHEARS : Je vous remercie, Jimson. Donc, tous les deux, Nigel et vous, si je ne me trompe pas, êtes membres du Groupe de travail sur le renforcement de la coopération, et c'est une sorte de code pour

dire -- quel est le rôle des gouvernements dans la gouvernance de l’Internet.

Ce processus existait avant la transition et il continue maintenant, après la transition. Dans un sens, ce qu’Olivier a dit, c’est tout à fait juste, qu’il y a certaines choses qui ne changent pas, non ?

Alors peut-être que vous pouvez juste nous dire ce que vous pensez de la direction que prend le Groupe de travail sur le renforcement de la coopération, parce que clairement, un problème constant est le rôle des gouvernements dans l’espace Internet, non ?

JIMSON OLUFUYE :

Oui. Excellents commentaires.

N’oublions pas que nous avons parcouru un long chemin. Nous avons fait d’importants progrès. Ici nous sommes dans la magnifique et incroyable Inde, et le Groupe de travail sur le renforcement de la coopération, nous connaissons la position de l’Inde sur ces questions, et nous avons fait des progrès. Nous connaissons la position de la République islamique d’Iran sur la question, et ils sont venus ici et nous avons tous vu à quel point la contribution de M. Arasteh a été précieuse. Elle a été très précieuse. Nous sommes en train de faire des progrès

significatifs. Nous avons donc juste besoin de continuer à discuter. Ceux qui ne sont pas encore dans ce forum, nous savons que certains n'en font pas encore partie, pour réellement voir l'intérêt de cette participation collective. Il faut venir et le voir fonctionner. Et c'est pour le bien de leur peuple. Ainsi -- et en discutant du renforcement de la coopération, je pense que nous avons besoin de plus de coopération au niveau local, au niveau sous-régional, et au niveau régional, que ce soit en Afrique ou en Amérique latine ou en Asie, donc -- pour le renforcement des capacités et le partage des ressources et les échanges d'informations pour résoudre les questions sociales et domestiques.

Nous avons donc besoin de maintenir la conversation vivante et nous avons besoin de présenter notre situation, comme nous l'avons fait, et nous avons fait des progrès. Merci.

MATTHEW SHEARS :

Merci, Jimson. Nous passons au deuxième point et je voudrais passer à Nigel maintenant.

Nigel, vous êtes bien placé pour savoir ce qui se passe à Genève et ailleurs. Vous avez une bonne idée d'où ces diverses pressions viennent, alors, que -- que sentez-vous en termes de forces qui pourraient façonner l'Internet et la gouvernance de l'Internet post-transition ?

NIGEL HICKSON :

Oui. Merci beaucoup. Je serai très bref.

Alors, oui, je suis Nigel Hickson. Je travaille dans l’équipe de participation gouvernementale avec Tarek Kamel et Anne-Rachel à Genève.

Je pense qu’il est juste de dire que les gouvernements ont toujours eu un rôle et sont toujours perçus comme ayant un rôle, et nous en revenons automatiquement au SMSI, comme cela a été mentionné. Et je pense comme Olivier et Lousewies, la perception des gouvernements a changé de temps à autre, et au cours des dernières années il est devenu beaucoup plus fort en ce qui concerne l’ordre du jour de la gouvernance de l’Internet.

De toute évidence, avant que le sommet ait lieu, il était très difficile d’amener les gouvernements à se concentrer sur l’Internet. Si vous leur aviez demandé s’ils voulaient une politique de l’Internet en termes d’un ou d’un autre paramètre technique, ils vous auraient probablement dit qu’ils n’avaient pas vraiment -- un tel intérêt.

Mais maintenant, à cause des questions que Lousewies a ajoutées — soulevées, et Olivier l’a aussi mentionné, en termes de la cybersécurité, en termes de protection de la vie privée, en

termes de compétences juridiques, en termes de fraude, en termes de violence envers les enfants, et ainsi de suite, les gouvernements doivent réagir aux pressions qu'ils ont, pour ainsi dire, doivent faire quelque chose.

Et donc les gouvernements avec qui nous avons interagi, les gouvernements que nous rencontrons dans les organisations gouvernementales, internationales, sont beaucoup mieux informés et comprennent beaucoup mieux les problèmes. Mais bien sûr, ils n'ont pas de ressources suffisantes. Ils ont une capacité limitée. Et je pense que ça, dans une certaine mesure, souligne ce que nous avons vu à la WTSA, comme Olivier l'a citée, la semaine dernière.

Il y a eu une proposition, si vous voulez, que certains gouvernements ont mise en avant pour discuter de questions comme les noms géographiques, des noms nationaux, les noms de pays, dans les différents groupes d'études de l'UIT.

Maintenant, autour de la table et dans l'assemblée, vous allez dire, « Et bien, ce sont les noms dont nous avons discuté ici toute la semaine. Ce sont les noms sur lesquels le GAC donne des avis au Conseil, sur lesquels le conseil adopte une résolution sur lesquels nous continuons à discuter. »

Tout à fait. Mais pour certains gouvernements, il leur est beaucoup plus facile de discuter de ces questions à l'UIT et peut-

être même à l'ONU, comme nous le voyons dans les divers comités, que peut-être lorsqu'ils le font -- à l'ICANN.

Et c'est un défi pour nous. C'est un défi en termes d'ouverture, d'engagement et de participation, de renforcement des capacités, comme d'autres l'ont dit, et nous n'avons pas à revenir sur ces questions.

Le Forum sur la gouvernance de l'Internet, bien sûr, c'est une organisation dynamique incroyablement importante qui peut, à certains égards, combler certaines de ces fractures, parce que les gens se sentent à l'aise au sein du Forum sur la gouvernance de l'Internet. C'est très, très ouvert. Ce n'est pas structuré de la même manière que d'autres organisations. Et nous espérons que les discussions pourront également s'y dérouler, et nous savons que nous avons une représentante du Mexique, Yolanda, qui va nous en dire un peu plus sur cet important forum à venir au Mexique plus tard dans l'année.

Donc, je veux dire, juste -- juste pour conclure, en termes d'ordre du jour de la gouvernance de l'Internet, je veux dire, cela tourne. Cela fonctionne peut-être en cycles. Certaines années sont plus occupées que d'autres. Mais vous ne pouvez jamais dire que cette année va être la dernière année, pour ainsi dire, en termes de l'ordre du jour de l'UIT.

Le plénipotentiaire, lorsque des décisions importantes sont prises, n’est pas avant 2018, dans près de deux ans maintenant, mais la préparation va – va commencer très vite.

Nous avons de toute évidence le Forum sur la gouvernance de l’Internet. Nous avons le groupe d’experts gouvernementaux dont il a été fait allusion qui se réunit -- à Genève. Et bien sûr il y a du travail sur l’amélioration de la coopération. Il y a ce sentiment de certains gouvernements que leur -- si vous voulez, leur droit légitime de prendre les décisions en matière de politique publique sur l’Internet, ils n’ont pas de lieu pour le faire, et c’est -- c’est quelque chose dont nous avons à discuter. Nous -- nous pensons que nous-- nous leur en offrons un ici à l’ICANN dans le cadre de la mission de l’ICANN, mais dans d’autres domaines il y a quelques préoccupations. Merci beaucoup pour cette occasion de m’exprimer.

MATTHEW SHEARS :

Merci, Nigel. Ce que je veux faire maintenant, c’est passer au troisième point, qui est, l’Internet est-il fragmenté, et si oui, comment pouvons-nous préserver le caractère ouvert de l’Internet ?

Trois membres de notre communauté -- Bill Drake, Wolfgang Kleinwachter, qui est sur l’Adobe, et Vint Cerf -- on rédigé un article pour le Forum économique mondial au début de l’année

sur la fragmentation de l’Internet, et cela nous ramène à la question de ce qui se passe au niveau architectural, le niveau de -- niveau technique et ce qui se passe au niveau gouvernemental et ce qui se passe au niveau commercial qui pourrait, sous quelque forme que ce soit, que ce soit par des problèmes techniques ou par la normalisation ou par des politiques, en fait, compromettre ou menacer l’Internet ouvert ?

Et ce papier est disponible et c’est une bonne lecture, et si Wolfgang souhaite faire des commentaires, il devrait -- il doit nous le dire.

Mais il y a quelque chose qui a été évoqué par deux ou trois personnes du panel. Il y a ces autres pressions. Nous avons un modèle multipartite qui a fait la preuve de son bon fonctionnement, mais il y a ces autres types de pressions du monde réel, si vous voulez, qui sont là, dehors là, et donc c’est un document sur la fragmentation de l’Internet qui vaut la peine d’être lu.

Bien sûr, il existe des vues différentes sur la fragmentation, et je vais me tourner vers Milton et le laisser maintenant parler un peu de son point de vue sur la fragmentation et du genre de pressions qui pèsent sur l’Internet ouvert.

MILTON MUELLER : Oui. Merci, Matt.

Je pense que le problème de la fragmentation est une question sur laquelle j'ai récemment fait quelques recherches et écrit, et je tiens à redéfinir le problème.

Je pense que le mot «fragmentation», en particulier lorsque vous parlez d'ordre technique, économique, et diverses formes de fragmentation politique et juridique, s'est mis à englober tellement de différents types de phénomènes qu'il n'est maintenant plus utile de parler de fragmentation à moins que vous ne précisiez spécifiquement laquelle.

Par exemple, pour vous donner un exemple qui tourne au ridicule, de la discussion sur la fragmentation, j'ai entendu des gens dire maintenant que la fracture numérique était un exemple de la fragmentation. Alors cela voudrait dire que nous sommes de moins à moins fragmenté, parce que, bien sûr, nous avons maintenant quelques milliards de personnes connectées, alors que lorsque l'Internet a commencé, il y avait seulement, vous le savez, quelques centaines. Alors, pourquoi donc se soucier de la fragmentation ?

J'ai entendu d'autres personnes dire que la fragmentation signifie les différences avec les différentes langues parlées par les gens. Eh bien, ceci n'a rien à voir avec l'Internet ; cela reflète les différences de culture.

Ainsi quelle chose utile pouvons-nous dire sur ce qu'on appelle la fragmentation ?

Je crois que le cœur de ce problème repose sur la question très fondamentale de la gouvernance de l'Internet, et c'est ce que j'appelle l'alignement, qui est la tentative de faire rentrer le cyberspace, qui est mondial, dans les juridictions des territoires nationaux. Ce dont nous parlons le plus quand nous parlons des tendances actuelles vers cette soi-disant fragmentation est les tentatives faites par les gouvernements pour faire valoir leur autorité sur l'Internet en lui imposant des juridictions territoriales.

Un des exemples en est la localisation des données. OK ? La localisation n'est pas une question de fragmentation. Les données sont toujours accessibles. Elles sont là. C'est juste que vous forcez quelqu'un à les mettre dans une région géographique donnée, pour que vous puissiez en obtenir légalement l'accès.

Parlons aussi de l'un des paradoxes de l'alignement. Prenons l'exemple de ce soi-disant droit à l'oubli. Les Français disent, «Nous reconnaissons ce droit et nous allons l'imposer à Google sur notre territoire», puis ils découvrent que, bien, parce que l'Internet est mondial, les gens qui n'utilisent pas Google.fr, mais

google.com n’ont pas à reconnaître ce droit, ne sont pas impliqués par notre décision d’avoir un droit à l’oubli.

Alors, qu’est que fait la France ? Ils tentent de globaliser leur compétence.

L’alignement crée donc toutes sortes de contradictions. La France souhaite imposer à Google l’obligation de dé-liaer une personne partout dans le monde, même s’ils n’ont aucune autorité légitime.

Maintenant, mon point de vue quant à la solution pour cela est plutôt radical dans le sens où je pense que nous devons considérer ce que Nigel a appelé «le droit légitime des gouvernements de contrôler l’Internet dans leur juridiction» et le contester, et poser la question, «La souveraineté a-t-elle un sens dans le cyberspace ? Les États disposent-ils de souveraineté dans le cyberspace ou avons-nous besoin de nouvelles institutions comme l’ICANN, qui ont une autorité mondiale pour gérer les questions fondamentales comme la gouvernance de l’Internet ?»

Et je vais en rester là, mais je pense que l’élément fondamental à retenir ici est que ce n’est pas l’Internet que les gens déconnectent. C’est plutôt l’opposé. Pensez à l’Internet des objets. Nous nous connectons plus et plus encore. C’est pourquoi certaines personnes ont tellement peur et qu’elles

essaient de revendiquer un contrôle sous des formes qui créeraient des territoires différents pour y faire rentrer l’Internet.

MATTHEW SHEARS : Merci Milton. Je me tourne vers Patrik dans un instant, mais -- juste pour revenir au point dont nous venons de parler et la problématique d’être une force au niveau national, régional, comment le gérons-nous ? Comment pouvons-nous -- à part contester l’autorité des gouvernements sur leur espace numérique, ce qui -- quel est le rôle du modèle multipartite dans ce schéma ? Je veux dire, comment peut-on -- comment le mettons-nous en lumière ?

MILTON MUELLER : Eh bien, c’est ce que le multipartisme représente. Certaines personnes pensent que c’est simplement différentes parties prenantes qui se réunissent, mais que tout se passe au niveau national à chaque fois. Dans n’importe quelle sorte de démocratie pluraliste, le multipartisme existe.

Donc, au niveau mondial, le multipartisme est un moyen de créer des cadres institutionnels pour que des personnes décident de politiques qui dépassent les frontières nationales, et c’est ce que nous avons à faire pour faire face aux problèmes qui menacent de territorialiser l’Internet.

Nous devons imaginer des cadres institutionnels multipartites -- c.-à-d. transfrontaliers -- pour résoudre les problèmes de gouvernance de l'Internet.

MATTHEW SHEARS : Je voulais juste faire remarquer à ceux d'entre vous qui sont sur Adobe qu'il y a quelques excellentes questions posées par certains de ceux qui nous suivent en ligne et il est certainement utile de garder un œil sur la discussion. Patrik.

PATRIK FÄLTSTRÖM : Merci beaucoup.

J'ai aussi étudié la fragmentation et le problème de la fragmentation parce que j'ai été très intéressé depuis 20 ou 30 ans, par la modification de l'architecture des télécommunications qui est passé de silos verticaux où nous n'avions qu'un canal de communication par application à un modèle plus horizontal avec de multiples couches où nous réutilisons les couches sous-jacentes dans la forme de ce que nous appelons généralement l'Internet, le protocole IP et les protocoles de soutien dans le DNS.

Ce que -- et puis tous les différents types d'applications par dessus.

Ce modèle, de mon point de vue, a induit parmi les forces commerciales et les forces du marché un immense intérêt à ce que la communication fonctionne. Il devrait être possible de communiquer.

Mais d’autre part -- et ainsi ce sont plutôt les forces de l’économie de marché qui veulent que le réseau reste uni.

D’autre part, si nous examinons les couches supérieures, je vois un accroissement de la fragmentation, encore une fois, dans les silos.

Si nous examinons le courrier électronique, vous savez que vous pouvez acheter le client de messagerie que vous voulez et que vous pouvez -- vous pouvez m’envoyer un courriel, quel que soit le client de messagerie que j’utilise.

Ce n’est pas le cas avec les forums de discussion. Ce n’est pas le cas pour allumer ou éteindre les lumières. Ce n’est pas le cas avec presque tout ce que vous voyez dans l’Internet des objets.

Ainsi, malheureusement, je vois que les forces de l’économie de marché ont un intérêt accru dans une fragmentation de l’Internet dans les couches supérieures, mais juste parce qu’ils sont aussi -- d’un point de vue de l’économie de marché, il y a un intérêt à collecter des données sur les personnes lorsqu’elles allument et éteignent les ampoules et sur les températures

qu'elles choisissent pour leur maison et ce que disent leurs compteurs d'électricité. Tout le monde veut que la communication ne passe pas directement entre l'interrupteur et l'ampoule, mais de l'interrupteur à un quelconque service dans le nuage et puis un retour vers l'ampoule électrique, pour repartir dans le service dans le nuage qui peut recueillir des données, faire des analyses de données à grande échelle et les vendre.

Donc, les modèles commerciaux des services d'aujourd'hui se situant au-dessus de l'Internet sont en faveur de la fragmentation, mais pour que le nuage fonctionne, l'Internet doit rester groupé.

Donc, nous avons élargi une couche robuste IP dans l'Internet, mais augmenté la fragmentation sur les couches supérieures, et pendant qu'on parle de papiers et qu'on fait de la publicité, j'ai écrit mon propre papier à ce sujet.

[Rires]

PATRIK FÄLTSTRÖM : J'ai fait partie du groupe de recherche relié à l'Institut d'Oxford et le la Chatham House, notre programme d'Internet, que l'ancien premier ministre suédois Carl Bildt présidait, et l'un des

papiers de recherche dans ce groupe est l'un que j'ai écrit sur ça -- à ce sujet. Merci.

MATTHEW SHEARS : Alors comment allons-nous nous attaquer à ces questions ? Dans votre papier, qu'avez-vous conclu ?

PATRIK FÄLTSTRÖM : La conclusion est que les forces de l'économie de marché ne sont pas intéressées par les standards ouverts. Ils ne sont pas intéressés par la normalisation. Ils veulent leurs propres solutions.

Et d'autre part, quand j'interroge des gens, que je discute avec les gouvernements, parle avec des personnes du secteur public ou secteur privé sur leurs processus d'approvisionnement public, ils pensent de l'économie de marché est intéressée par l'utilisation de normes ouvertes.

Donc, la première étape est de faire que les parties qui estiment que l'économie de marché utilise essentiellement des standards ouverts, que ces parties se réveillent et comprennent que non, ils ne le sont pas vraiment.

Alors, ils commenceront à le réclamer. C'est la première étape.

Je ne -- je ne suis pas -- je ne vois pas de loi ou quoi que ce soit dans ce genre qui puisse fonctionner. Mais je vois, par exemple, différents processus d'approvisionnement que nous avons dans le secteur des TIC et de la santé, nous devrions effectivement nous assurer que lorsque quelqu'un procure des mécanismes de communication, par exemple, des systèmes de radiographies, ou quoi que ce soit d'autre, ils utilisent autant que possible des normes ouvertes. C'est la seule façon de briser ce mécanisme.

Nous avons besoin d'augmenter la poussée -- augmenter le niveau d'où nous partons -- excusez-moi -- la couche dans l'architecture où nous quittons les normes et utilisons les solutions propriétaires doit diminuer. Nous devons le rappeler encore et encore. Et c'est quelque chose que nous ne pouvons faire qu'en utilisant les forces de l'économie de marché, ce qui signifie être meilleur à définir des exigences lorsque nous achetons des choses.

MATTHEW SHEARS :

Merci, Patrik. Un ensemble de dimensions très différentes dans les forces qui façonnent l'Internet.

Je sais que vous voulez faire un commentaire sur ça, Olivier. Et puis peut-être Milton.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Oui. Merci Matthew.

Et j’aime en fait assez ce que Patrik vient de dire ici.

Nous continuons à penser, eh bien, comment pouvons-nous préserver l’Internet ouvert ? Que pouvons-nous faire pour continuer avec le modèle que nous soutenons ?

Nous oublions que l’Internet est en fait juste un réseau de personnes. Les gens sont ce qui rend d’Internet différent de tout autre réseau informatique qui était là avant. Il existait beaucoup de réseaux privés avant que l’Internet soit devenu ce qu’il est. Et le fait même que les gens ont conduit toujours plus de personnes à l’Internet, et les utilisateurs, ont fait venir les services. Cela a conduit à plus -- de nouvelles personnes qui arrivent. Nous n’avons pas fait évoluer l’Internet selon le modèle d’America Online, où vous aviez un système très fermé, un contrôle centralisé, et ainsi de suite.

Ainsi, lorsque nous regardons l’Internet ouvert que nous voyons aujourd’hui, un utilisateur final se fiche totalement de savoir si l’Internet est fragmenté ou non. Ce qu’ils veulent, c’est de pouvoir accéder aux services qui les intéressent. Ils veulent avoir le choix. Ils veulent être en mesure d’aller où ils veulent aller, et pas que quelqu’un d’autre leur disent où d’aller. Et c’est là où nous devrions penser à l’utilisateur final. Parce que les

utilisateurs finaux sont ceux qui en bout de ligne décident si l'Internet va être fragmenté ou non.

Si nous faisons de notre offre de produits un internet aussi peu fragmenté qui est attrayant pour l'utilisateur final, je crois fermement qu'à ce moment, l'Internet continuera à ne pas être fragmenté. Nous avons déjà eu des tentatives dans le passé dans les premiers jours, l'Internet était un ensemble de différents petits réseaux qui avaient leurs propres services privés d'un côté, et puis ce petit pont vers l'Internet en tant qu'option secondaire. Nous avons vu que l'offre de l'Internet ouvert est celle qui a finalement gagné. C'est une première chose.

Je suis concerné, bien entendu, parce que nous remarquons que certaines entreprises sont absolument énormes. Elles ont -- elles ont un quasi-monopole ici. Mais nous en sommes toujours aux balbutiements. Et, vous savez, le prochain, insérez le nom de votre licorne, est au coin de la rue. Et nous -- vous le savez, nous avons tendance à toujours penser, bien, maintenant que tout ce qu'il fallait inventer a déjà été inventé ; nous ne pouvons pas aller plus loin. Mais en fait, nous allons voir de nombreux changements. Et je ne suis pas trop préoccupé par la fragmentation de l'Internet. Dès qu'elle aura une incidence négative sur les utilisateurs, il y aura une énorme pression pour resserrer l'ensemble.

MATTHEW SHEARS : Merci Olivier.

Milton, vous souhaitez intervenir ? Et puis je donnerai la parole à Jimson.

MILTON MUELLER : OK. Je pense que Patrik et moi avons une approche différente de ce qu'on appelle le problème de fragmentation. Encore une fois, j'ai souligné l'alignement. Patrik parle en ce moment de la couche des applications, d'accord ? Ce qui n'est pas réellement une question de gouvernance de l'Internet. C'est une autre -- c'est surtout une question de politique économique.

Aucun d'entre nous ne nie que la couche Internet, le protocole TCP/IP, la troisième couche, la couche réseau, c'est le milieu du sablier, tout y passe. La compatibilité est si précieuse que personne ne va l'abandonner volontairement, à l'exception d'un type de gouvernement qui voudrait peut-être tout censurer et contrôler.

Donc, au -- juste pour vous donner un exemple des raisons qui me pousse à ne pas être inquiet à propos de la fragmentation au niveau de la couche application, il a utilisé l'exemple des forums de discussion, je crois ? Vous prenez WhatsApp. Et donc, sur le téléphone que voilà, j'ai Skype, télégramme, et WhatsApp. Et je

peux éventuellement installer WeChat pour parler à certains de mes amis chinois.

Maintenant, est-ce un gros problème ? Non, parce qu'il n'y a aucun coût pour moi à télécharger plusieurs de ces forums de conversation. Et c'est compatible dans le sens où vous dupliquez simplement un morceau de logiciel sur une seule plate-forme et vous pouvez communiquer avec tous ces gens.

Et lorsque les gens convergent vers une seule plate-forme au niveau de la couche application, parfois, ils s'inquiètent du monopole, comme pour Facebook et Google.

Ce sont des questions intéressantes. Ce sont des problématiques portant sur la politique en matière d'Internet. Mais ce ne sont pas vraiment des questions de gouvernance de l'Internet mondial, parce qu'elles ne reposent pas sur la couche Internet. Elles sont plus à l'-- un type de couche de régulation économique, l'antitrust, ce genre de choses.

MATTHEW SHEARS :

Donc c'est un domaine où vous êtes sensiblement en désaccord avec le papier du Forum économique mondial, qui parle de la fragmentation commerciale.

Jimson.

JIMSON OLUFUYE :

Oui. Merci, Matt.

En fait, j'ai mentionné plus tôt que c'était les débuts commerciaux. Sur la base des modèles commerciaux, vous pouvez décider si je veux accéder à ce marché ou non, ou si je souhaite offrir ce service ou non.

Mais comme Milton l'a dit, quand il s'agit de cette couche technique, eh bien, l'interopérabilité est dans l'intérêt des entreprises ou les intérêts de la plupart des pays en développement.

Mais la véritable préoccupation à propos de la fragmentation, pour moi, est la DOA -- impliquant le phénomène DOA, dans laquelle nous avons quelques pays qui essaient seuls de contrôler ou gérer les serveurs pour le DOA, l'architecture des objets numériques. Et c'est là une préoccupation majeure. Et c'est sur ce sujet qu'on devrait à mon avis se concentrer davantage.

Si un pays dit, d'accord, je veux bloquer un service particulier, bien, à ce point, en ce moment, désolé, ils ont le droit, d'une certaine manière, à le faire, jusqu'à ce que nous nous débarrassions peut être de nos passeports ou nous nous débarrasser de toute identification nationale, nous aurons

toujours cette couche de fragmentation. Mais, en général, je pense que l’Internet restera ouvert. Et parce que cela sera un défi selon tout ce que nous avons vu jusqu’à présent, comme avec la DOA, nous devons y réfléchir très sérieusement.

Merci.

MATTHEW SHEARS : Renata, je me retourne vers vous dans un instant. Mais je veux juste revenir sur la DOA.

Nigel, vous avez vu beaucoup de références à la DOA durant la WITSA. Pouvez-vous nous donner une idée de comment cela se passe, parce que, pour certains, c’est un sujet de préoccupation.

NIGEL HICKSON : Oui, à l’Assemblée mondiale sur la normalisation des télécommunications de la semaine dernière, il y a eu un certain nombre de propositions qui faisaient référence à la technologie de l’architecture des objets numériques en termes de travail devant être réalisé dans les groupes d’études à l’UIT sur les projets et plusieurs initiatives différentes concernant l’Internet des objets.

Ainsi, par exemple, si -- un projet majeur portait sur les vols de téléphones portables, et il a été suggéré que l’architecture des

objets numériques pouvait jouer un rôle dans cela, pour suivre -- pour repérer les téléphones mobiles.

Je veux dire, c’est clairement une architecture qui a un usage, et elle peut être utilisée dans de nombreuses applications. Elle est utilisée par la British Library à Londres pour le suivi des livres, et ainsi de suite.

Mais à la fin, ça s’est senti durant l’UIT, et en règle générale, travailler sur des projets particuliers est censé être fait d’une manière technologiquement neutre, le résultat a été que même si c’était clairement une technologie qui pouvait être utilisée, on ne doit pas lui donner la préférence sur d’autres technologies.

Mais c’est quelque chose à vraiment surveiller. Et certaines personnes ont suggéré que dans certains domaines, cela peut-être dupliquait ou remplaçait certains formulaires du, vous savez, le système de noms de domaine ou l’Internet. Mais, vous savez, je pense que les gens ont compris que c’était probablement limité.

Merci.

MATTHEW SHEARS : Merci, Nigel.

Renata.

RENATA AQUINO RIBEIRO : Oui. Je voudrais juste revenir sur le point des normes ouvertes et de l'interopérabilité.

L'ICANN vient de lancer les initiatives Open Data. Et je pense qu'une des choses qui aide aussi à la fragmentation de l'Internet est le manque d'éducation à l'égard des données ouvertes, des normes ouvertes. Et l'acte pur, je pense, futile d'essayer de bloquer l'une des applications de l'autre, par exemple, au Brésil, nous avons eu beaucoup de problèmes avec le blocage de WhatsApp. Et récemment, l'école brésilienne sur la gouvernance de l'Internet, par exemple, a débuté une édition réalisée pour les professionnels de la loi. Et pour moi, c'est vraiment bienvenu, parce que parfois des juges qui ne comprennent même pas comment fonctionne Internet ont à décider sur ces blocages, de statuer sur ces actes de fragmentation.

Ainsi, j'ai un peu suivi la discussion sur la DOA dans le cadre de l'UIT. Et, encore une fois, cela nous ramène aussi à la discussion et la formation sur les normes de données ouvertes.

Bon nombre de professionnels des données ouvertes sont organisés collectivement. Et c'est toujours discuté dans les forums en ligne. Et nous avons besoin de plus d'espace pour faire naître ces discussions. Il est étonnant que l'ICANN ne se

soit que maintenant tournée vers les données ouvertes, mais c'est vraiment bienvenu.

MATTHEW SHEARS :

Merci Renata.

Nous allons garder la dernière question sur le dernier point jusqu'à la fin. Alors ce que je vais faire maintenant, c'est, nous allons -- nous avons un représentant du gouvernement mexicain qui est dans Adobe, Yolanda Martinez. Et je pense qu'elle va nous dire rapidement quelques mots à propos du FGI, si elle est disponible et que nous pouvons lui faire dire deux mots.

Ensuite, on ouvrira la parole aux participants. Alors j'espère que vous avez écrit vos questions. J'espère que vous avez des réponses aux questions qui sont sur les écrans ou d'autres questions à l'adresse des panélistes. Ensuite, nous allons conclure pour que nous puissions tous aller prendre une bière ou autre chose quelque part.

Avons-nous Mme Martinez ?

Allô ?

OK. Lorsqu'elle sera disponible, vous pouvez me faire un signal. Nous allons --

OK. Nous donnons la parole aux participants.

Avons-nous des questions urgentes des participants ? Sinon, nous continuons. Oui, s'il vous plaît. Avancez-vous.

Si vous pouvez prendre -- vous mettre en ligne pour le micro, ce serait super.

Et si vous pouvez dire qui vous êtes.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Bonne soirée, bonne soirée. Je vais parler en arabe.

MATTHEW SHEARS : (Hors micro) le panel dans son ensemble.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : En fait, c'est un commentaire -- en fait, c'est un commentaire, ce n'est pas une question.

En fait, c'est un commentaire. Ce n'est pas une question.

Au début, juste pour suivre sur ce que mon collègue a mentionné ici, il a dit que nous sommes devenus adultes, autrement dit, nous pouvons prendre le volant de la voiture. Pourtant, conduire une automobile est encadré par les lois et des règlements. Mais la vraie question ici est de savoir si nous pouvons même déplacer cette voiture pour être dans le cadre de ces lois et règlements ? Et quand nous parlons des mécanismes

de la transition de l'IANA, donc, nous allons conserver le modèle multipartite durant la transition des fonctions IANA, ou nous allons continuer avec ce modèle à la lumière des différentes législations nationales et du droit.

Et ici aussi, je voudrais aborder le sujet du renforcement des capacités. Je -- et surtout que je travaille dans la gouvernance de l'Internet. Jusqu'à présent, la définition est -- pourrait être ambiguë pour de nombreuses personnes, parce que, quand vous regardez l'expression «la gouvernance de l'Internet,» les gens peuvent dire, d'accord, c'est en rapport avec les gouvernements. Et ce n'est pas, vous le savez, la mise en œuvre de l'approche multipartite. Nous avons donc -- je -- je crois que nous devons travailler sur le renforcement des capacités et de la sensibilisation des parties prenantes -- construire et différents gouvernements et différentes parties. Et la référence ici pourrait être que j'ai entendu qu'on peut avoir plusieurs définitions lorsque l'on parle de la gouvernance de l'Internet, où je me souviens que le lancement de la gouvernance de l'Internet s'est produit durant la réunion SMSI, où ils ont décidé d'une certaine définition, qui est la participation de chacun en termes de lois (indiscernables). Par «tout le monde» ici, je veux dire les gouvernements et les communautés techniques et les communautés dans le processus de prise de décisions.

Donc, ici, les gouvernements pourraient parfois être sensibles à certaines problématiques. Donc, si certains gouvernements ont décidé que -- où -- avons-nous un véritable rôle dans la prise de décisions ? Au cours du SMSI, nous avons dit que les partenaires vont créer l'environnement approprié pour que les gouvernements puissent prendre -- pour prendre les bonnes décisions dans la situation actuelle. En d'autres termes, le -- l'apport d'autres parties ne se fera pas au détriment des gouvernements, non, pas du tout, mais uniquement pour créer un meilleur environnement pour une meilleure prise de décisions.

Et merci à vous.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Je suis Olivier Crepin-Leblond. Et en fait, je suis plutôt d'accord avec les points qui ont été soulevés ici. Les obstacles à la gouvernance de l'Internet sont énormes.

Premièrement, il y a, en effet, le problème de langue comme vous l'avez dit à juste titre. Dans certaines langues la gouvernance de l'Internet signifie le gouvernement de l'Internet. Dans d'autres, cela signifie la réglementation de l'Internet. La réglementation, bien entendu, on considère toujours la réglementation comme étant, eh bien, c'est le gouvernement qui régleme les choses. Donc, ce problème-là existe.

Vous avez aussi le problème sociétal et culturel dans certains pays, je me souviens d'une conversation que j'avais eue en marge de la Conférence mondiale sur les télécommunications internationales, en partageant l'expérience que la délégation avec laquelle j'étais, le Royaume-Uni, avait eue.

Et notre expérience a été que nous avons eu une délégation multipartite. Parce qu'au Royaume-Uni, nous avons un groupe consultatif multipartite sur la gouvernance de l'Internet, dans lequel le gouvernement a réuni secteur privé, les organisations de la société civile et la communauté technique pour travailler ensemble et de se rencontrer régulièrement. Et il aussi a ouvert la porte pour que nous soyons en mesure de nous réunir lors d'une conférence dirigée par l'UIT.

Ainsi -- ou la conférence des Nations Unies, et cetera,~toutes les autres choses qui permettent des délégations importantes.

La personne m'a regardé et a dit, « Eh bien, non. Je suis vraiment désolé, mais notre peuple n'est pas prêt à cela. Ils ne sont pas prêts pour ce genre de chose. »

Ainsi, vous avez ces obstacles qui sont là, que nous devons vraiment essayer de dépasser par le renforcement des capacités.

Très, très important. Être capable d'expliquer ce sur quoi nous travaillons quand nous parlons de gouvernance multipartite et

ce que nous entendons par la gouvernance de l'Internet. Le fait que l'Internet ne se gouverne simplement pas par lui-même. Ce n'est pas l'une de ces activités où fortuitement les choses soudainement s'harmonisent toutes seules. Mais, en même temps, il y a eu un travail concerté qui s'est construit pour faire ce qu'il est aujourd'hui et qui le maintient aussi ouvert que possible pour l'innovation.

NIGEL HICKSON :

Merci Olivier. Nous allons faire tourner, parce que nous avons d'excellentes questions sur le forum de conversation. Poursuivez alors. Et puis nous allons prendre une question sur le forum. Et puis, si nous arrivons à joindre la dame au Mexique, j'ai peur de devoir vous interrompre. Allez-y.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Je suis Anit (phonétique) du Centre pour la gouvernance de l'Internet. Ma question est pour Milton et peut-être Matt.

Donc, quand je considère la deuxième question, si vous regardez les forces régionales, à mon avis, un élément n'a pas été abordé, mais je ne sais pas quelle est sa pertinence vis-à-vis de l'ICANN -- c'est celui du commerce international. Immédiatement je pense à deux moyens par lesquels il pourrait éventuellement avoir une incidence sur le modèle multipartite de la gouvernance de

l'Internet en termes de participation. Parce que le processus commercial est en fait multilatéral. Et, pour ce qui est de l'impact substantiel qu'il pourrait avoir et des gouvernements qui pourraient prendre des questions qui sont négociées dans des arènes multipartites pour en faire des problèmes commerciaux, en particulier s'il y a de forts intérêts commerciaux en jeu. Maintenant, je réalise que c'est vivre dans le court terme. Mais je suis curieux de savoir ce que vous pensez de la façon dont cela pourrait se régler à plus long terme ou la façon dont le régime commercial pourrait interagir avec les régimes existants ou futurs régimes de gouvernement.

MILTON MUELLER :

C'est critique. C'est une des raisons pour lesquelles j'ai parlé de la cybersécurité et l'ai souligné dans mes commentaires. Mais le commerce en fait partie autant que la cybersécurité.

Dans les deux cas, vous avez affaire à une négociation de limites autour de l'État-nation. Et nous sommes en ce moment dans une période très réactionnaire pendant laquelle les gens se referment à l'idée de l'ouverture des frontières et du libre-échange et réaffirment les limites.

Et, bien sûr, c'est étroitement lié à la gouvernance de l'Internet. Je pense que dans les services d'information, par exemple, l'accord commercial TPP portant sur le partenariat

transpacifique, a de très bonnes dispositions concernant le commerce des services d’information et qui seraient très progressistes. Mais cet accord est freiné en raison des droits de propriété intellectuelle et de beaucoup de sentiments protectionnistes typiques.

Voici donc un des principaux secteurs pour ce qui concerne le deuxième point. La politique commerce est l’une des principales forces qui façonneront la gouvernance de l’Internet dans le monde de l’après-transition.

NIGEL HICKSON :

Merci Milton. Stéphanie, si vous pouvez attendre, je vais poser une question du forum, si je peux la retrouver. OK. Allons-y.

Question pour le panel de Mike Nelson. Pouvons-nous vraiment avoir un réel processus multipartite quand très peu de représentants du maintien de l’ordre ou des agences de renseignement participent à l’ICANN, au FGI, l’IETF, le W3C, etc. Et, quand ils le font, il y a des limites à ce qu’ils peuvent dire et partager. Aujourd’hui dans la plupart des pays, soulever, par exemple, le spectre du terrorisme, de la pédopornographie, du piratage, de la contrefaçon de médicaments, et autres ont tendance à l’emporter sur les préoccupations de la confidentialité en ligne, la liberté de parole, et l’innovation. Excellente question. Qui veut y répondre ? Patrik.

PATRIK FÄLTSTRÖM : Le maintien de l'ordre et autres représentants du service public - - désolé, les organismes de sécurité publique, ils sont tous présents ici. Et ils ont leur propre groupe de travail qui fait partie du GAC. Et ils coopèrent également avec le SSAC. Donc je pense vraiment qu'ils sont parmi nous.

L'idée qui réunit ces organisations est que vous ne devriez pas les détecter. Je pense donc qu'ils parmi nous. Blague à part, d'un point de vue technique, je vois qu'ils coopèrent comme n'importe quel autre groupe de parties prenantes de l'organisation qui, bien sûr, se battent en utilisant des outils plus modernes, en travaillant d'une façon plus moderne, se battent pour obtenir du financement tout comme nous et font de l'ingénierie comme tout le monde.

En fait, je ne vois pas de problème très spécifique sur ce thème au contraire de la personne qui a émis la question.

Cela dit, nous avons besoin de davantage de communication entre les groupes de parties prenantes, quel que soit le groupe de parties prenantes dont nous parlons. Et cela inclut les groupes de parties prenantes sur la sécurité publique.

MILTON MUELLER : Si je peux intervenir, ils sont ici. Que savons-nous vraiment de ce qu’Olivier fait dans la vie ?

[Rires]

NIGEL HICKSON : C’est très amusant. Nous allons juste aligner Olivier.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Aucun commentaire. Je vous répondrai hors ligne.

Juste pour ajouter à ce que Patrik a dit, en fait, il y a beaucoup de choses qui clochent dans le monde, qui tournent mal. Il y a la pornographie juvénile, la violence envers les enfants, le terrorisme, les crimes motivés par la haine, le racisme. La liste est sans fin.

Ce qui m’inquiète c’est que nous avons vu que tout cela est énormément lié à l’Internet parce qu’une partie se passe sur l’Internet. Et les agences du maintien de l’ordre ont effectivement tellement mis l’accent sur l’Internet à un point que parfois vous pensez, eh bien, ils se concentrent plus sur le médium lui-même, l’Internet, que le problème. Les problèmes ont existé avant l’Internet. Et ils semblent encore exister, mais seulement maintenant, nous en savons plus sur eux. C’est donc une des préoccupations, je pense, que j’ai à ce sujet.

Donc, de manière assez prévisible, ma question porte sur la localisation des données. Et, certainement, dans la communauté sur la protection des données, nous avons parlé du transporteur de flux de données et des blocages sur le transport des flux de données depuis les années 70. Les Européens l'ont fait avec la directive en 91 quand cela a été déposé. Ou introduit. Je devrais utiliser ce terme plutôt.

Mais cela n'a pas été effectivement mis en œuvre. Je suis toujours frappé par le fait que l'on semble être plus à même de faire respecter le droit d'auteur à l'échelle mondiale au-delà des frontières que nous le sommes pour les lois sur la protection des données.

Et nous sommes passés par toute une décennie ou presque à essayer des technologies renforçant la protection de la confidentialité, dont la plupart n'ont pas réussi à obtenir une part de marché ou être mises en œuvre.

Alors je me demande ce que pense le panel de ce que pourrait être une alternative aux blocages des données et conserver vos données chez vous. Merci de ne pas donner la parole à Milton en premier, parce qu'il ne va pas être sympathique.

PATRIK FÄLTSTRÖM : OK. Je peux commencer. Laissez-moi continuer mon espèce d'analogie de méthode de transport. Parce qu'une partie de ce que nous voyons est, j'affirme, à la fois un écart entre la législation et les normes de sorte que nous n'avons peut-être pas les bons outils pour ce à quoi nous nous attendons réellement. L'autre chose est que nous avons atteint différents niveaux d'harmonisation et de différents niveaux de vue sur la problématique de la protection des données dans différents pays et différentes administrations. Et que les affrontements avec le mondial -- avec la sorte de conception globale de l'Internet et la libre circulation. Parce que vous passez d'un endroit à un autre. C'est similaire à -- depuis le début lorsque nous avons construit les chemins de fer, nous avons eu des écarts différents entre les voies de chemin de fer, ce qui était, vraiment, assez difficile quand vous vouliez faire passer le train d'un côté à l'autre. Nous avons trouvé un moyen pour les voitures, ce qui fait que je peux conduire ma voiture de Suède vers le Royaume-Uni, mais je dois me souvenir de conduire de l'autre côté de la route lorsque je traverse une certaine frontière. Je pense donc que nous avons ce genre de différences dans la vraie vie. Mais je prétends que, malheureusement, nous ne savons pas vraiment comment en prendre soin dans le monde numérique, de ces différences. Et cela prendra du temps parce que nous avons aussi des normes différentes et différentes cultures. Et que cela crée aussi un certain stress quand ces

différents groupes se rencontrent. Et donc la mondialisation qui veut que les choses soient globales et accessibles est en quelque sorte en contradiction avec -- les différents -- le fait que nous ayons des normes différentes. Et toutes ces forces se battent les unes avec les autres.

Et je pense que -- je pense qu'avec le facteur temps, nous allons être en mesure de trouver quelque chose.

Donc votre question sur que faisons-nous à la place, dans l'intervalle, pendant que nous avons ces différences, très, très gênantes. Plus précisément, vous n'avez pas l'outil de mesure dont nous avons besoin. Donc, malheureusement, nous allons vivre dans le stress. Et je suis vraiment heureux que, en effet, nous soyons tous ici dans cette salle et que nous soyons des personnes qui tentent de résoudre ces problèmes. Beaucoup de faux plis à aplanir.

NIGEL HICKSON :

Nous allons devoir passer à la personne qui est au Mexique. Nous sommes à la limite de notre temps. Nous pourrions manquer l'autobus. Nous allons arrêter avec les autres questions. Veuillez simplement attendre. Et nous vous écouterons, et nous prendrons une question de plus dans le forum de conversation.

Alors Mme Martinez, êtes-vous avec nous ?

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Nous allons manquer le bus.

Non ?

NIGEL HICKSON : Je ne suis pas sûr que vous puissiez nous entendre. Je vous présente mes excuses, mais nous ne semblons pas être en mesure d'obtenir votre audio de ce côté-ci, je suis désolé de le dire. Nous allons continuer d'essayer, mais nous allons passer à d'autres questions dans l'intervalle.

Pardon. Allez-y. Merci de vous présenter.

SHARADA SRINIVASAN : Je m'appelle Sharada Srinivasan. Et je suis chargée de recherche à l'Université de Pennsylvanie.

La question/commentaire que je voulais faire, c'est que je vois que, pour aller de l'avant, la gouvernance de l'Internet est face à un défi de rythme, le rythme auquel nous nous réunissons, attirons de nouveaux utilisateurs et de nouvelles communautés de parties prenantes par des initiatives visant à connecter les communautés non connectées à l'heure actuelle, semble ne pas correspondre à l'allure à laquelle nous installons les mêmes

personnes dans les instances de gouvernance. Je me place dans l'ensemble de ces voix et le fait que nous ne sommes pas à l'écoute de ces voix autant que nous devrions l'être à cause du nombre et de la vitesse avec laquelle elles se rallient peut présenter un défi.

Et, à cet égard, j'aimerais poser une question générale au panel sur ce qu'ils pensent qu'on pourrait faire, A, ressentent-ils comme un problème le fait qu'il existe un décalage entre le rythme de la création d'unités constitutives de consommateurs en ligne et l'inclusion de ces mêmes consommateurs dans le processus de gouvernance. Et, deuxièmement, si ce problème existe, y a-t-il, en dehors du renforcement des capacités, des processus officiels auxquels nous devrions peut-être réfléchir afin de faire de la gouvernance un espace plus inclusif ?

NIGEL HICKSON : C'est une excellente question. Renate, vous voulez y répondre ? Jimson aussi.

MATTHEW SHEARS : C'est une excellente question.
Renate, voulez-vous y répondre ? Jimson aussi.

RENATA AQUINO RIBEIRO : Les travaux sur l’engagement régional et même les forums sur la gouvernance de l’Internet dans l’ICANN peuvent être largement améliorés. Il est très intéressant en ce qui concerne les apports de se souvenir de la séance qui se tenait maintenant sur les régions faiblement desservies. L’ICANN parle de régions faiblement desservies sans même une définition, une définition complète, de ce que c’est.

Et, oui, dans le prochain milliard de personnes connectées, 600 millions seront des femmes. Et le pourcentage de femmes dans, par exemple, le leadership de l’ICANN est de 26 %. Et, pourtant, dans le programme de bourses qui est un programme phare dans l’ICANN, très apprécié, vous avez un équilibre entre les sexes, vous avez un équilibre régional. Alors, où vont ces gens par la suite ? Pourquoi ne continuent-ils pas à travailler dans l’ICANN ?

Et c’est également une préoccupation à laquelle le SMSI est très attaché. Le SMSI a aujourd’hui à la fois -- cette année aussi bien sur le forum du SMSI que dans la revue du SMSI — essayé d’agir sur la participation régionale dans la gouvernance de l’Internet.

Si nous ne faisons pas participer ces populations dans les débats sur la gouvernance de l’Internet, il est très probable que nous ne pouvons pas avoir des communautés dotées de moyens d’agir,

les processus de responsabilité, et oui, la fragmentation et les autres difficultés que nous vivons.

MATTHEW SHEARS : Jimson, très brièvement parce que je pense que nous aurons la dame du Mexique au téléphone. Donc, très brièvement.

JIMSON OLUFUYE : Je suis d'accord avec vous sur l'existence de ce problème. Il est difficile d'embarquer tout le monde. Je pense qu'une partie de la solution serait d'identifier le plus possible les champions dans les communautés et de les encourager extrêmement fortement à se connecter parce que quelqu'un dans la localité doit prendre l'initiative. Ce rôle incombe à tout le monde.

MATTHEW SHEARS : Je vous remercie, Jimson.

Mme Martinez, êtes-vous là ?

YOLANDA MARTINEZ : Bonne nuit, tout le monde. Salutations du Mexique.

MATTHEW SHEARS : Excusez-nous de n’avoir pas être en mesure de vous avoir en ligne plus tôt. Nous vous entendons. C’est assez bizarre, mais s’il vous plaît, allez-y.

YOLANDA MARTINEZ : Merci beaucoup. Je m’appelle Yolanda Martinez. Je suis le chef de l’unité numérique du gouvernement et membre de l’équipe de stratégie nationale des citoyens pour le gouvernement du Mexique.

Tout d’abord, je tiens à féliciter la communauté de l’ICANN sur une transition réussie sur le processus de transition de l’IANA et tous les progrès liés à la responsabilité de l’ICANN (indiscernables). Le processus est un indiscernable () du modèle multipartite.

Au Mexique, nous croyons au modèle multipartite. Pour cela, nous proposons notre pays comme hôte de la 11e réunion du Forum sur la gouvernance de l’Internet avant même que son mandat soit renouvelé par l’Assemblée générale des Nations Unies.

En conséquence, au cours de cette année, nous sommes prêts à vous accueillir, l’ensemble de la communauté de l’Internet, dans l’État du Jalisco, au Mexique.

La réunion aura lieu le du 6 au 9 décembre au Palais de la Culture et de la Communication, situé à Zapopan, Jalisco.

L’ordre du jour du FGI a été construit par la communauté de l’Internet (indiscernables) plus de 100 ateliers, 33 forums ouverts, 15 coalitions dynamiques, et quatre forums des meilleures pratiques.

Le FGI (indiscernables) offre de multiples séances et une réunion de haut niveau au cours du jour zéro prévu le 5 décembre. Nous sommes prêts à vous accueillir au Mexique.

Veillez garder à l’esprit que le processus d’inscription sera ouvert le 17 novembre. Vous pouvez trouver des renseignements sur le processus de demande de visa et plusieurs services sur le site web, igf2016.mx. Nous avons hâte de vous accueillir dans la province du Jalisco, au Mexique. Merci.

MATTHEW SHEARS :

Mme Martinez, merci beaucoup de nous avoir rejoints. Et, encore une fois, toutes nos excuses pour le temps qu’il a fallu. Beaucoup d’entre nous ici viendront à Guadalajara et nous sommes impatients de participer au FGI et à participer aux nombreux ateliers et forums des meilleures pratiques et tout le reste. Merci encore de nous avoir rejoints.

YOLANDA MARTINEZ : Merci. Pour vous tous, à bientôt au Mexique.

MATTHEW SHEARS : OK. J'ai une question ici et une question là et puis nous devons vraiment avancer. A-t-on terminé ? Nous avons fini maintenant ou devons-nous -- une minute. OK.

Très bien. Pourquoi vous n'y iriez pas ? Vous avez attendu là. Et puis nous allons arrêter.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Je suis (il dit son nom) de l'Inde. Je travaille dans le domaine des droits de l'homme et des droits démocratiques en tant que militant. Et ma question est la suivante : en Inde, il y a des millions de personnes qui parlent des langues qui n'ont pas de script. Et il y a sans aucun doute dans le monde entier de telles populations.

Alors quel est le mécanisme qui -- existe-t-il un mécanisme mis au point par l'ICANN pour apporter l'internet à ces personnes qui n'ont pas de scripts ? Et leur demander d'apprendre une langue proche de leur zone géographique est en quelque sorte une violation de leurs droits démocratiques. Merci.

MATTHEW SHEARS : Merci. C'est une excellente suggestion.

Patrik ?

PATRIK FÄLTSTRÖM : Il y a donc -- il y a plusieurs choses qui sont faites ici. La première chose qui se passe, c'est cette langue qui n'a pas de -- désolé, les langues parlées qui n'ont pas de forme écrite, c'est la première chose à régler.

Ce qui est fait dans l'architecture Internet, le groupe de travail de génie Internet et d'autres lieux ainsi que d'autres divers autres forums est de développer des logiciels et d'autres fonctions où vous n'avez pas à utiliser de clavier et vous n'avez pas besoin de lire et écrire. Au lieu du clavier, vous avez des outils similaires à ceux que vous utilisez également pour les personnes en situation de handicap.

Il y a un peu de déséquilibre dans l'élaboration de ces outils parce que dans les parties du monde où les personnes ont un grand taux d'alphabétisation, la plupart des développements sont faits pour les personnes handicapées et non pas pour les personnes qui parlent une langue et qui n'ont pas de -- qui n'ont pas de langue écrite. C'est pourquoi il y a une sorte de déséquilibre. Mais je vois personnellement une sorte de coopération. C'est la première chose.

La deuxième chose qui se passe est ceci : pour les langues qui ont une langue écrite, d'accord, mais qui n'ont pas de caractères et script sur l'ordinateur, c'est une chose légèrement différente. Ce qui se passe pour ces langues, c'est que le Consortium Unicode travaille sur chaque nouvelle version du jeu de caractères Unicode, et ajoute de nouveaux caractères. Et les normes pour les noms de domaines internationaux qui sont utilisés, par exemple, l'ICANN et aussi l'IETF ainsi que diverses normes, ces normes incorporent les nouveaux caractères qui sont ajoutés par le Consortium Unicode.

La troisième chose se joue après que le Consortium Unicode a ajouté des caractères, et c'est la question de savoir si le client de messagerie peut réellement manipuler les entrées et sorties de ces caractères et les afficher. Et l'ICANN dispose d'un processus qui s'appelle l'acceptation universelle qui s'intéresse à ces questions. Et ils considèrent aussi le premier problème, j'ai regardé -- dont j'ai parlé, les personnes handicapées et les personnes qui sont -- qui n'ont pas la capacité de lire et d'écrire pour une raison quelconque, pour qu'ils puissent communiquer. Voilà comment on fait le tour du problème. Et ce sont approximativement des groupes qui sont impliqués dans toutes les choses qui touchent l'ICANN. Merci.

MATTHEW SHEARS : Fantastique, Patrik. Peut-être pourriez-vous continuer hors ligne avec lui. Je suis sûr qu'il voudrait en savoir plus.

Je m'excuse vraiment. Merci à vous d'être resté avec nous vraiment jusqu'à la dernière minute. Et je m'excuse. Et je pense que nous devrions toujours être en mesure de prendre les bus, si tout va bien. Vous méritez les applaudissements ainsi que les panélistes. Merci beaucoup.

[Applaudissements]

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]